

Nouméa, le 19 décembre 1990

**TROISIEME CONSULTATION SUR LA MISE EN PLACE D'UN REGIME
DE GESTION DU GERMON DU PACIFIQUE SUD**

Nouméa, Nouvelle-Calédonie, 15 - 20 octobre 1990

COMPTE RENDU

R. PIANET

Comme pour la réunion d'Honiara, ces consultations se sont tenues en deux temps:

- une première Consultation dite "Interne" de concertation entre les Pays et Territoires Insulaires Océaniens (PTIO) afin d'harmoniser leurs positions;
- la Consultation proprement dite, regroupant les mêmes participants ainsi que les représentants des Pays Pratiquant la Pêche Hauturière (PPPH).

On trouvera la liste des participants à ces deux réunions - patronnées par le gouvernement français et l'ICOD (Centre International pour l'Exploitation des Océans, Canada) - en annexe I, ainsi que les ordres du jour des deux réunions (annexes II et III).

I- LA REUNION INTERNE (ICAM : Internal Consultation on Albacore Management)

Elle s'est tenue au siège de la Commission du Pacifique Sud à Nouméa les 15 et 16 octobre, avec des réunions informelles sporadiques pendant la suite de la Consultation. Organisée par l'Agence des Pêches du Forum (FFA) qui en assurait le secrétariat, elle a réuni des représentants de 18 pays dont la France, représentée par ses trois Territoires ¹ (Jacques IEKAWA en étant, comme à Honiara, le chef de délégation); la CPS et le National Marine Fisheries Service (NMFS) américains étaient également représentés.

Le directeur de la FFA (Philipp MULLER) a été désigné comme Président de la réunion. Après les allocutions d'ouverture d'usage, plusieurs points ont été abordés:

1- Participation de la Chine-Taiwan :

Ce point est toujours sensible lors des réunions de pêche, ce "pays" étant un partenaire indispensable pour toute gestion sérieuse. Il a finalement été décidé d'accepter sa participation à la Consultation avec les réserves suivantes : pas de drapeaux lors de la Consultation, participation sous la dénomination de "Chine - Taiwan".

Il a été souligné que cette participation traduisait le désir des PTIO de faciliter le dialogue pour la mise en place du régime de gestion, mais qu'elle n'impliquait de leur part aucune reconnaissance de fait de la Chine-Taiwan, ni présumait de leur position quant-à son éventuelle participation au futur régime.

1: Australie, Canada, Etats Fédérés de Micronésie, Fiji, France (représentée par la Nouvelle-Calédonie, la Polynésie Française et Wallis et Futuna), Iles Cook, Iles Salomon, Kiribati, Nauru, Niue, Nouvelle-Zélande, Palau, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa américaines, Samoa-Occidental, Tonga, Tuvalu et Vanuatu; les Iles Marshall étaient excusées, Guam et les Iles Marianes du Nord absents.

ORSTOM Fonds Documentaire

N° : 34015, ex 1

Cote : B 11 23 MAI 1991

P43

2- Evolution de la situation depuis la seconde Consultation d'Honiara (CAM2) :

Suite au voyage - décidé à Honiara - d'une Délégation des PTIO auprès de plusieurs PPPH (Japon, Corée, Chine-Taiwan, USA, Canada), deux pays ont annoncé leur intention de signer la Convention de Wellington : les USA (Protocole I) et le Canada (Protocole II).

Par ailleurs, le Président du Groupe de Travail sur les Recherches consacrées au Germon du Pacifique Sud (SPAR) - lequel s'était réuni la semaine précédente - a fait le point sur l'état d'avancement des connaissances ainsi que de l'avis du groupe sur le SAGA (Cf mon compte rendu ²). On retiendra :

- la stabilité des prises palangrières et la diminution d'environ 50% des prises de surface, conséquence de l'abandon progressif de la pêche par les fileyeurs asiatiques;
- l'amélioration de la base de données "SPAR", malgré quelques lacunes persistantes et la "confidentialité" des données japonaises utilisables par la seule CPS;
- toujours pas d'estimation de l'état des stocks (mais l'inquiétude a diminué à l'aune de la baisse des prises);
- une estimation "raisonnable" des limites géographiques (et d'exploitation) du stock ;
- l'importance des résultats provenant des programmes d'observateurs;
- les précisions du groupe sur le futur organe scientifique (SAGA) : étendue du mandat, fourniture des données (niveau d'agrégation et calendrier), financement des activités scientifiques, date de réunion souhaitable.

3- Examen du régime de gestion du germon du Pacifique sud :

Un projet d'accord - mis au point lors d'une "Mini Consultation juridique" qui s'était tenue en "petit comité" à Honiara du 29 au 31 août 1990 - a été présenté comme document de travail. Elaboré à partir des opinions exprimées par les différents pays lors des réunions précédentes, il tentait de définir:

- * les préalables à la poursuite des négociations : participation de tous les membres du FFA aux accords, obligation de fourniture de données par les PPPH, arrêt définitif de la pêche au filet mailtant dans le Pacifique sud;
- * les grands principes de la gestion de la pêche du germon du sud : reconnaissance des droits souverains des états côtiers sur leurs ZEE, acceptation des PPPH de coopérer à la gestion, reconnaissance des "droits particuliers" - même hors de leurs ZEE - des PTIO sur ces ressources (et donc qu'ils en aient le contrôle et la maîtrise), maximisation des retombées économiques pour les PTIO, et enfin conservation des ressources et protection du milieu marin;
- * les divers éléments d'un régime de gestion, en distinguant :
 - *le droit international* : reconnaissance des droits des PTIO dans leurs ZEE;
 - *leurs droits "particuliers"* - y compris hors de leurs ZEE - sur les ressources les concernant directement : participation de tous les PTIO, régime particulier concernant leurs ZEE (mécanisme de décision distinct et droit de veto dans leurs ZEE);
 - *la portée de l'accord* : zone (Pacifique sud, entier ou zone exploitée) et espèces (germon seul ou avec les espèces associées, tous les thonidés) retenus;
 - *les modalités de l'accord* : type et fondement (scientifiques et économiques) des mesures envisagées, obligations vis-à-vis de la fourniture des statistiques (historiques, niveau de détail, calendrier), interdiction des transbordements en haute mer, contrôle et surveillance, utilisation des organisations régionales existantes, financement du régime de gestion et règlement des différends.
- * la mise en place d'un accord particulier régissant les ZEE : il s'agirait d'un régime particulier - sans participation des PPPH - afin de gérer séparément les prises de germon dans les différentes ZEE des PTIO concernés (accord unanime, applicable aux permis de pêche).

2 Troisième réunion du Groupe de Travail sur les Recherches consacrées au Germon du Pacifique Sud, Nouméa, Nouvelle-Calédonie, 9 - 12 octobre 1990; Compte rendu de R. PIANET

Ce document, non disponible - au moins en ce qui concerne la délégation française - avant la réunion est semblable à la proposition australienne (finalement non présentée, les PTIO l'ayant trouvé trop favorable aux thèses des PPPH !) dont elle avait eu connaissance avant la réunion; toutefois, la notion de prise de décision à deux niveaux (réunion interne PTIO puis réunion générale) a disparu, remplacée par la mise des eaux territoriales et archipelagiques hors du champ d'application de l'accord (ce qui n'est *a priori* guère plus acceptable).

Après discussions, une déclaration liminaire des PTIO à la Consultation a été rédigée, et un projet d'Accord mis au point pour y être annexé (Cf réunion plénière).

4- Les réunions "internes" au cours de la réunion plénière :

A plusieurs reprises, les pays du groupe "Océanien" se sont réunis hors séance pendant la plénière, afin d'élaborer leur réponse aux documents, déclarations et demandes d'éclaircissement des PPPH; quatre déclarations ont ainsi été préparées et transmises à la réunion plénière.

5- Autres questions :

Représentants des PTIO à la Consultation : la Polynésie Française a été choisie pour être le candidat des PTIO à la présidence de la Consultation (Nauru, Vice-Président), et les représentants des Iles Cook, de Palau et des Iles Salomon comme porte-parole des PTIO. Une déclaration d'ouverture a été préparée et sera accompagnée de la proposition des PTIO pour l'Accord.

Adoption des Protocoles de la Convention sur les filets maillants : suite à des demandes de modifications faites par le Canada et les USA afin de permettre leur signature, le groupe de travail d'experts légaux a proposé quelques amendements ayant essentiellement pour but de les rendre plus compatibles avec la législation internationale du Droit de la mer. La réunion a adopté les deux protocoles ainsi modifiés et les a ouvert à la signature.

Prochaine réunion : aucune date n'a été arrêtée; elle devrait néanmoins se tenir dans les 12 mois, si possible en liaison avec la prochaine réunion du SPAR (en principe octobre 1991).

II- LA REUNION PLENIERE (CAM : Consultation on Albacore Management)

Elle s'est déroulée du 17 au 20 octobre au siège de la CPS, sous la présidence de Mme Simone GRAND (Polynésie Française).

1- La situation après la seconde Consultation :

A partir des propositions formulées au cours de la première consultation (Wellington, novembre 1989), puis des précisions apportées au cours de la seconde (Honiara, mars 1990), il est apparu qu'il existait - malgré quelques divergences persistantes - des éléments communs dans les propositions. Cette base commune, "*laquelle ne préjuge pas des opinions exprimées par les différentes délégations*", a été considérée comme une bonne assise pour la poursuite des négociations (Cf mon compte rendu ³ pour plus de détails); en résumé :

Les points d'accord concernaient pour l'essentiel :

- * l'étendue (tout le stock de germon du Pacifique sud) et la structure (un Organe Scientifique et un Organe de Gestion distincts, disposant des services d'un Secrétariat) du système de gestion;
- * la composition (toutes les Parties au Régime) et les fonctions (adopter toute mesure de gestion nécessaire à partir des avis formulés par le SAGA, définir les moyens permettant cette gestion, adopter le budget) de l'Organe de Gestion;

³ Deuxième Consultation sur les dispositions pour une gestion des pêches du Germon du Pacifique Sud, Honiara, Iles Salomon, 2-7 mars 1990; Rapport de mission de R. PLANET

- * la composition (représentants désignés par les Parties au Régime), les fonctions (donner un avis scientifique permettant la gestion du stock de germon, planifier, coordonner et encourager les recherches, collecter, et analyser l'information disponible, rendre compte des résultats de ses recherches et de l'état du stock,) et les modalités de fonctionnement (réunions régulières, documents disponibles à l'avance, Président élu pour deux ans au sein du groupe) de l'Organe scientifique (SAGA);
- * les fonctions (administration, collecte et dissémination des données, organisation des réunions) et principes (impartialité, participation des organismes régionaux existants) du Secrétariat;
- * les autres points dont les modalités devront être mises au point tels que le Budget (couverture des frais de gestion du Régime), la Coopération avec d'autres Organismes et l'Arbitrage des conflits;
- * l'instauration de mesures intérimaires pour l'Organe Scientifique (le SPAR assumera les fonctions du SAGA, la CPS en assurant le Secrétariat; données centralisées et compilées par la CPS à l'intention des membres du SPAR).

Un certain nombre de divergences demeurent cependant sur les points suivants :

- * Les Parties : les PTIO tiennent à ce que toutes les Parties acceptent préalablement les termes de la Convention de Wellington, ce que refuse - pour des questions de principe - le Japon; de son côté, le Japon considère que seuls les Etats riverains de la ressource sont concernés, alors que les PTIO estiment que tout Etat membre de la FFA (?) doit en faire partie;
- * Secrétariat : les PTIO estiment que la CPS et la FFA devraient, sous réserve de quelques modifications dans leurs statuts, assumer le secrétariat des Organes Scientifiques et de Gestion; le Japon de son côté estime nécessaire qu'il soit indépendant, les organismes régionaux n'étant qu'associés aux travaux du Régime; les USA semblent aussi plutôt pencher pour un secrétariat indépendant;
- * Application des décisions : le Japon pense que les décisions de l'Organe de Gestion doivent s'appliquer à toutes les Parties (avec d'éventuelles mesures d'aménagement), les PTIO considérant qu'elles ne sont pas automatiquement applicables dans leurs ZEE;
- * Etendue : le Japon voudrait garder la possibilité d'une extension ultérieure du mandat aux autres thonidés et espèces voisines; les PTIO d'abord a priori favorables, sont devenus ensuite plus réservés, les USA par contre insistant pour que le mandat reste limité au germon du Pacifique sud.

2- Les positions de départ à la troisième Consultation :

Deux propositions ont été présentées, respectivement par les PTIO et le Japon (annexes IV et V), lesquelles ont servi de base à l'ensemble des discussions :

La proposition des PTIO

Elle reprend les principes évoqués lors de la Réunion Interne; on rappellera les points suivants :

- * Forme et Participants : il s'agit d'un simple accord - formule plus souple, permettant par exemple la participation de Taïwan - ouvert à tous les PTIO (liste en annexe) et PPPH ayant des intérêts dans la pêche du germon du Pacifique sud;
- * Zone et Etendue : l'accord couvrira toutes les eaux comprises entre 0 - 50°S et 140°E - 90°W, à l'exclusion des eaux territoriales et archipélagiques; s'appliquera au germon seul et incluera un engagement des participants à ne pas pratiquer la pêche aux filets maillants dérivants;
- * Organe de Gestion et Prise de décision : il se réunira une fois par an, fixera - le cas échéant et après consultation du SAGA - les mesures de gestion nécessaires (quota, limitation d'effort, fermeture de saisons, ...), adoptera le budget et le niveau de contribution des participants; en particulier, il pourra définir des quota dans l'ensemble de la zone et en haute-mer, et répartir ces

derniers entre les participants; les prises de décision concernant la gestion, se feront à la majorité des participants, incluant une majorité des 2/3 des PTIO;

- * **Secrétariat** : il sera assuré par la FFA (organe de gestion) et la CPS (organe scientifique);
- * **Autres points** : une procédure souple de règlement des conflits sera prévue (désignation d'un arbitre par accord mutuel) ainsi que la possibilité de soumettre des amendements; par contre pas de procédure de retrait ni d'objection aux décisions ne sont prévues; enfin, une importante section concerne les obligations liées à la présence d'observateurs sur les navires pêchant dans la partie "haute mer" de la zone de gestion (annexe 2 du projet d'accord).

La proposition japonaise

Elle reste proche de celle exposée à Honiara, sous forme d'une Convention dont le schéma rappelle fortement celui de l'ICCAT :

- * **Forme et Participants** : il s'agirait d'une convention (donc d'une forme plus contraignante), ouverte à signature à tout pays (ou entité "responsable") ayant des intérêts dans la pêche du germon du Pacifique sud (PTIO et PPPH);
- * **Zone et Etendue** : elle couvrira l'ensemble du stock de germon du Pacifique sud, prévoira la possibilité d'extension par amendement à d'autres espèces, et précisera que "rien dans la convention ne pourra être considéré comme affectant les droits, revendications ou position de quelque partie au regard du droit de la mer";
- * **Organe de Gestion et Prise de décision** sont de type classique pour ce type d'organisation : les décisions prises à l'unanimité pour les questions de fond (réglementation), à la majorité simple pour celles de type procédural (budget), avec un quorum de 2/3; elles sont contraignantes, mais une procédure d'objection est prévue;
- * **Secrétariat** : il devra être indépendant et financé dans le cadre de l'accord, travaillera en association avec toute organisation compétente et pourra signer des accords avec elles;
- * **Autres points** : une procédure de règlement des conflits, la possibilité de soumettre des amendements et le retrait de la Convention seront prévues; par contre il n'existe dans le projet aucune procédure de contrôle des opérations en mer.

La position des autres participants :

La Corée et la Chine-Taiwan suivent d'assez près la position japonaise, souhaitant une structure indépendante, aux fonctions et obligations bien définies, et un régime gérant toute la ressource (dans et hors ZEE). On notera la proposition "très asiatique" de la Chine-Taiwan quant-à la prise de décision ("quorum constitué des 2/3 des PTIO et des PPPH; majorité des 2/3 du quorum comprenant 2/3 des PTIO et des PPPH") qui a été jugée intéressante (quoiqu'elle introduise toujours une discrimination entre les participants).

Quoique plus souples et nuancés, les USA ont une position relativement proche : texte trop déséquilibré en faveur des PTIO et s'éloignant trop des normes du droit de la mer.

L'Australie et la Nouvelle-Zélande ont une position proche de celle des PTIO, le premier s'en démarquant cependant un peu, le second défendant une position intransigeante vis-à-vis des fileyeurs.

La France avait pour instruction de défendre une position de compromis, ayant elle-même à tenir compte de ses intérêts - parfois divergents - de pays côtier (par l'intermédiaire de ses territoires) comme de pays pêcheur dans les océans Atlantique et Indien actuellement, Pacifique potentiellement (des négociations seraient actuellement en cours entre l'armement Saupiquet et certains pays de la zone). Elle devait aussi veiller à maintenir un équilibre équitable entre la CPS et de la FFA, et à ce que les processus de décision soient conformes avec le droit international.

3- Le bilan des discussions :

Au terme des échanges de vues (plutôt que négociations), un bilan mitigé des rapprochements et divergences persistantes a été dressé par les PTIO (Annexe VI) :

Au titre des rapprochements, on notera l'acceptation par les PPPH que tous les PTIO participant à l'accord (les modalités restant à préciser); la reconnaissance du rôle des organismes régionaux (FFA et CPS, même si le niveau n'est pas non plus précisé), de la notion de co-responsabilité des PPPH en matière de gestion des ressources et de celui la responsabilité de l'Etat du pavillon; enfin le devoir de fourniture des statistiques en temps opportun.

Au titre des divergences qui persistent, on soulignera la forme légale (accord ou convention), l'étendue et les fonctions de la structure (inclue ou non les ZEE); les modalités de prise de décision (consensus, unanimité ou majorité); le secrétariat (indépendant ou binôme CPS - FFA); le mécanisme de règlement des différends; le problème des filets maillants dérivants (préalable ou non); la définition d'un équilibre équitable entre les droits et devoirs des PTIO et PPPH (jusqu'où vont les "droits particuliers" des PTIO sur les ressources voisines de leurs ZEE).

CONCLUSIONS

D'une manière générale, et bien qu'ils ne semble pas toujours très bien les connaître, le secrétariat de la FFA - entraînant à sa suite le gros des membres des PTIO - estime que les organisations des pêches de manière générale et thonières en particulier n'ont pas fait preuve de leurs capacités à gérer efficacement les ressources, d'où leur désir de créer une structure d'un type nouveau (annexe V du P-V de réunion). Cette opinion, liée à leur expérience propre de négociateur et gestionnaire des accords de pêche des pays membres de la FFA (traité multilatéral avec les USA, traité en cours de négociation avec le Japon) les amène à "confondre" gestion de la ressource et gestion des accords de pêches, avec une idée préconçue sur les PPPH (exprimée en cours de séance par P. MULLER) : le seul intérêt des PPPH dans le cadre d'un tel accord serait d'avoir accès aux ZEE des PTIO (ils ne seraient bien sûr pas concernés par le sort de la ressource) ! Dans ces conditions, on voit mal comment la situation pourrait évoluer, d'autant que la décision des pays asiatiques de respecter (en arrêtant la pêche aux filets maillants dérivants dans le Pacifique) la résolution des Nations Unies a enlevé tout caractère d'urgence à la mise en place de cet organisme (opinion également exprimée par P. MULLER en fin de séance). Les inquiétudes sur le thon jaune pourraient cependant relancer les discussions. Je signalerais également la manière "très personnelle" dont, parfois, le Président du SPAR (et délégué de Fidji) a fait part des débats et conclusions de celui-ci.

Pour conclure, je reprendrais certains éléments de mes commentaires sur la proposition australienne, lesquels sont toujours d'actualité :

- * Le Cadre de cette consultation dépasse largement celui de la gestion du germon du Pacifique sud : il s'agit de tenter une nouvelle approche des relations PPPH - Pays riverains sur l'exploitation des ressources de haute mer, que ces derniers essaient de "*s'approprier pour cause de proximité*". C'est, semble t'il, la première tentative d'application réelle de l'article 64 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (avec Wellington et Oldepesca) et la tentative Seychelloise ⁴.

4 Commentaires sur l'article 64 de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer (Conférence de l'Association Thonière, Tananarive, Mai 1990):

- * Exposé RANJEVA (Thon et droit de la mer): il existe un large consensus sur la notion de stocks partagés dans le cas des espèces migratrices (c-à-d inscrites sur la liste), et malgré quelques problèmes qui subsistent, on peut considérer le régime des pêches internationales (et en particulier l'article 64) comme définitif; dans ce cas, les règles du droit commun des états s'appliquent dans leurs ZEE, mais s'y ajoute une obligation de coopération internationale dans les zones de haute mer; dans l'ensemble, le texte reste très flexible pour le thon, bien qu'il soit encore hors du droit commun pour certains états (USA, Japon, Bahamas).
- * Discussion (essentiellement SAVINI, FAO) : en fait l'article 64 n'a encore jamais été effectivement appliqué depuis sa création, les organismes de gestion thonières actuels ayant été créés antérieurement (IATTC et ICCAT). Il existe actuellement une tentative de le faire dans des cadres nouveaux: OLDEPESCA (nouvelle convention), Wellington (uniquement pays côtiers) et Honiara (pays côtiers)

* Le Contexte (la gestion du germon du Pacifique sud) est d'ores et déjà dépassé, avec la "capitulation" du Japon et de Taïwan qui ont décidé d'arrêter leur pêche au filet maillant dérivant; cependant, il semble clair que le Japon (comme la Corée et la Chine-Taiwan) s'y plie sous couvert de la décision des Nations Unies et non de celle de Wellington dont il est peu probable qu'il accepte les préalables.

Le Futur est déjà, implicitement, la définition d'un organisme plus général sur les thonidés du Pacifique ouest, les "menaces" sur la pêche à la senne ayant déjà commencé via la FFA.

Il faut donc rester attentifs, garder en tête la situation générale - sans se focaliser sur le germon, la pêche aux filets maillants dérivants et la situation particulière propre au Pacifique sud - et enfin prendre garde au risque de création d'un précédent qui, accepté dans un cadre particulier, pourrait être réutilisé par exemple pour la pêche à la senne qui se verrait accusée - comme le filet maillant dérivant - d'être un engin de pêche dévastateur et non discriminatoire (comme le montre déjà l'offensive "protection des dauphins" aux USA ou les inquiétudes pour le stock de thon jaune dans le Pacifique tropical sud-ouest récemment exprimées par le Directeur de la FFA, et largement reprises dans la presse régionale). Il ne faut donc pas perdre de vue que la France a aussi des intérêts thoniers considérables dans les océans Atlantique et Indien, et probablement prochainement aussi dans le Pacifique.

DESTINATAIRES

ORSTOM :

DG: Mr WINTER, Direction Générale, Siège ORSTOM
SRE: Mr POUPEON, Mme GERARD, Service des Relations Extérieures, Siège ORSTOM
TOA: Mr JARRIGE, Chef Département TOA, Siège ORSTOM
CSHO: Mr DURAND, Commission Scientifique d'Hydrologie et Océanographie, Siège ORSTOM
UR: Mr FONTENEAU, Chef UR 1K, CRO Dakar Thiaroye
Mr BARD, CRO Abidjan, Côte d'Ivoire
Mr JOSSE, Centre ORSTOM de Papeete, Polynésie Française
Centres: Mr FAGES, Centre ORSTOM de Nouméa
Délégations: Mr DUPON, Délégation Pacifique, Nouméa
Mr BOURRET, Délégation ORSTOM dans l'Océan Indien, La Réunion
Biblio: Mr FROMAGET, DIST, Centre ORSTOM de Nouméa

Extérieur :

DELFR: Mr GOUHIER, Délégation Française auprès de la CPS
DOM-TOM: Mr CHAUVIN, Direction des Affaires Politiques, Administratives et Financières, Ministère des Départements et Territoires d'Outre Mer
MAE: Mme GIRARDIN, Direction des Affaires Juridiques, Ministère des Affaires Etrangères
Mr BELLENGER, Sous-Direction d'Asie-Pacifique, Ministère des Affaires Etrangères
MIMER: Mr PINEY, Direction des Pêches Maritimes et des Cultures Marines, Ministère Délégué chargé de la Mer
Mr SILVESTRE, Chargé de mission, Conventions Internationales, Ministère Délégué chargé de la Mer
NC: Mr IEKAWAWE, Préfet Délégué de la Coopération Régionale et du Développement Economique, Nouvelle-Calédonie
Mr DU COUEDIC, Service Territorial de la Marine Marchande et des Affaires Maritimes de Nouvelle-Calédonie
PF: Mme GRAND, Chef du Service de la Mer, Polynésie Française
WF: Mr DELAUNAY, Directeur de l'Agriculture, Wallis et Futuna
IFREMER: Mr LAUREC, Direction des Ressources vivantes, Siège
Mr ANTOINE, Centre de Brest - Plouzané

LISTE DES ANNEXES

- I Liste des participants
- II Ordre du jour de la Réunion Interne
- III Ordre du jour de la Réunion Plénière
- IV Proposition d'Accord des PTIO
- V Proposition de Convention du Japon
- VI Déclaration finale des PTIO

Annexe I: Liste des participants (page 1)

Attachment A

THIRD CONSULTATION ON ARRANGEMENTS FOR
SOUTH PACIFIC ALBACORE FISHERIES MANAGEMENT(Noumea, New Caledonia, 17-20 October 1990)
(Nouméa, Nouvelle-Calédonie, 17-20 octobre 1990)LIST OF PARTICIPANTS
LISTE DES PARTICIPANTS

American Samoa
Samoa américaines
ICAH/CAM

Dr Peter Craig
Chief Biologist
Department of Marine and Wildlife Resources
P.O. Box 3730
Pago Pago 96799

Australia

Australia
ICAH/CAM

Mr Bruce Miller
Executive Officer
Sea Law and Policy Section
Department of Foreign Affairs and Trade
Parkes, Canberra A.C.T.

Mr Peter Neave
Tuna Fisheries Section
Australian Fisheries Service
Department of Primary Industries and Energy
GPO Box 858
Canberra ACT 2601

Mr Albert Caton
Fisheries Resources Branch
Bureau of Rural Resources
Dept. of Primary Industries and Energy
G.P.O. Box 858
Canberra, ACT 2601

Canada
ICAH/CAM

Mr David Roberts
Counsellor (Agriculture and Fisheries)
Canadian High Commission
Canberra
Australia

Cook Islands
îles Cook
ICAH/CAM

Mr Julian Dashwood
Secretary
Ministry of Marine Resources
P.O. Box 85
Rarotonga

Mr Kelvin Passfield
Fisheries Research Officer
Ministry of Marine Resources
P.O. Box 85
Rarotonga

Attachment A
Page 2China-Taiwan
CAH

Mr Shieh Dah-Wen
Deputy Director
Department of Fisheries
Council of Agriculture, Executive

Mr Ho Shing-Chor
Manager
Operations Division
Overseas Fisheries Development Council

Mr Lee Wen-Hung
Vice President
FCF Fishery Co. Ltd

Federated States of Micronesia
Etats Fédérés de Micronésie
ICAH/CAM

Mr Bernard Thoulag
Deputy Director
Micronesian Maritime Authority
P.O. Box D
Kolonia
Pohnpei 96941

Fiji
Fidji
ICAH/CAM

Dr Tim Adams
A/ Director
Fisheries Division
Ministry of Primary Industries
P.O. Box 358
Suva

Nouvelle-Calédonie
Polynésie Française

Wallis et Futuna
(France)
ICAH/CAM

M. Jacques Iekawe
Préfet Délégué du coopération régionale et de la
développement économique
Nouvelle-Calédonie

M. Gaston Lutui
Conseiller économique et social
Wallis et Futuna

Mme Simone Grand
Chef du Service de la Mer
Polynésie française

M. Alain Gouhier
Second Délegué de la France auprès de la CPS
Nouméa
Nouvelle-Calédonie

M. Philippe du Couedic de Kergoaler
Chef du Service Territorial de la Marine marchande
et des Pêches maritimes
B.P. 36
Nouméa

Mme Brigitte Girardin
Direction des Affaires Juridiques
Ministère des Affaires étrangères
Paris

Annexe I: Liste des participants (page 2)

Attachment A
Page 3

M. Renaud Pianet
Expert ORSTOM
Nouméa
Nouvelle-Calédonie

M. François Chauvin
Direction des Affaires Politiques
Administratives et financières
(Ministère des Départements et Territoires
d'Outre Mer)
Paris

M. Stéphane Catta
Direction des Affaires Economiques
(Ministère des Affaires Etrangères)
Paris

M. Frédéric Delaunay
Directeur de l'Agriculture
Mata'utu
Wallis et Futuna

M. Robert Paouta Naxue
New Caledonia

Mr Aymard Bouanaoué
New Caledonia

Mr Kenro Iino
Counsellor
Embassy of Japan
Papua New Guinea

Ms Kunl Sato
Deputy Director
Oceania Division
European and Oceanic Affairs Bureau
Ministry of Foreign Affairs

Mr Tomofumi Kume
Assistant Director
International Affairs Division
Fisheries Agency
Ministry of Agriculture, Forestry and Fisheries

Mr Michio Itoh
Chief
General Planning Office
Federation of Japan Tuna Fisheries Co-operative
Associations

Ms Emiko Yamaguchi
Interpreter

Japan
CAM

Attachment A
Page 4

Kiribati
ICAM/CAM

Korea
CAM

Nauru
ICAM/CAM

New Zealand
Nouvelle-Zélande
ICAM/CAM

Mr Teekabu Tikai
Chief Fisheries Officer
Fisheries Division
Ministry of Natural Resources and Development
P.O. Box 276
Bikenibeu
Tarawa

Mr Park Ki-Chul
Director
Deep-Sea Fisheries Development Division
National Fisheries Administration
Republic of Korea

Mr L. Harris
General Manager
Department of Island Development and Industry

Mr P. Jacob
Project Officer
Nauru Phosphate Company

Ms Penelope Ridings
Legal Division
Ministry of External Relations and Trade

Mr John McArthur
Economic Division
Ministry of External Relations and Trade

Dr Talbot Murray
Pelagic and Inshore Fisheries Research Group
MAF Fisheries
Ministry of Agriculture and Fisheries
P.O. Box 297
Wellington

Mr Mike Donoghue
Principal Conservation Officer
Department of Conservation
P.O. Box 10420
Wellington

Mr Mark Edwards
MAF Policy: Fisheries
Ministry of Agriculture and Fisheries
P.O. Box 2526
Wellington

Annexe I: Liste des participants (page 3)

Niue
ICAM/CAM

Mr Kenrick Viviani
Deputy Director
Department of Agriculture, Forestry and Fisheries
P.O. Box 74
Government of Niue
Alofi

Palau
ICAM/CAM

Mr Victorio Uherbelau
Director
Bureau of Foreign Affairs
Ministry of State
Koror 96940

Mr David Idip
Director
Bureau of Resources and Development
Ministry of National Resources
Koror 96940

Ms Ernestine Rengili
Assistant Attorney General
Bureau of Legal Affairs
Ministry of Justice
Koror 96940

Papua New Guinea
Papouasie-Nouvelle-Guinée
ICAM/CAM

Mr Pochon Lili
Assistant Secretary
International Branch
Department of Fisheries and Marine Resources
P.O. Box 165
Konedobu

Mr F. Damem
Principal Legal Officer
Department of Attorney General

Mr Andy Richards
Assistant Secretary
Research and Surveys Branch
Department of Fisheries and Marine Resources
P.O. Box 165
Konedobu

Mr Leonard Louma
Director
International Organisations Branch
Department of Foreign Affairs

Solomon Islands
îles Salomon
ICAM/CAM

Mr Albert Wata
Chief Fisheries Officer
Fisheries Division
Ministry of Natural Resources
P.O. G24
Honihara

Attachment A
Page 5

Attachment A
Page 6

Mr Sylvester Drake
Principal Fisheries Officer (Resources Management)
Fisheries Department
Ministry of Natural Resources
P.O. Box G24
HONIARA

Mr Transform Aqorau
Senior Legal Officer
Ministry of Foreign Affairs and Trade
P.O. Box G10

Tonga
ICAM/CAM

Mr V. Fakalolo
Fisheries Officer
Fisheries Division

Tuvalu
ICAM/CAM

Mr Saulia Maluofenua
Chief Fisheries Officer
Fisheries Division
Ministry of Natural Resources and Home Affairs
P.O. Box 70
FUNAFUTI

United States of America
Etats-Unis d'Amérique

CAM
Mr B. Hallman
Deputy Director
Fisheries Affairs
Department of State

ICAM/CAM
Mr C. Fullerton
Regional Director
Southwest Region
National Marine Fisheries Service

ICAM/CAM
Dr Gary Sakagawa
Chief
Pelagic Fisheries Resources Division
Southwest Fisheries Science Centre
National Marine Fisheries Service

CAM
Ms R. Tuttle
Foreign Affairs Officer
National Marine Fisheries

ICAM/CAM
Dr J. Weihrauch
Chief
Pelagic Resources Investigation
Southwest Fisheries Science Centre
National Marine Fisheries Service

CAM
Mr D. Burney
US Tuna Foundation

CAM
Mr S. Medina
Tunabot Owner

Annexe I: Liste des participants (page 4)

Attachment A
Page 7

CAM Mr M. McGowan
Bumblebee Seafoods
CAM Mr B. Kim
Starkist Foods
CAM Mr B. Perkins
Western Fishboats Owners' Association
CAM Mr J. Zolezzi
American Tunabot Association
CAM Mr S. Hakoda
Van Camp
Seafoods

Vanuatu
ICAM/CAM

Mr Wycliffe Bako
Director of Fisheries
Fisheries Department
Private Mail Bag 045
Port Vila

Western Samoa
Samoa-Océanien
ICAM/CAM

Mr Ueta Fa'asili
Chief Fisheries Officer
Fisheries Division
Dept of Agriculture, Forests and Fisheries
P.O. Box 1874
Apia

South Pacific Commission
ICAM/CAM

Mme Hélène Courte
Acting Secretary-General

Mr Barney Smith
Fisheries Coordinator

Dr Tony Lewis
Chief Fisheries Scientist
Tuna and Billfish Assessment Programme

Dr John Hampton
Senior Fisheries Scientist
Tuna and Billfish Assessment Programme

Mr Kevin Bailey
Fisheries Research Scientist
Tuna and Billfish Assessment Programme

Secretariat
ICAM/CAM.

Mr D.A.P. Muller AM
Director

Attachment A
Page 8

Dr David Doulman
Deputy Director

Mr Andrew Wright
Research Coordinator

Mr Colin Brown
Fisheries Surveillance Adviser

Ms Gracie Fong
Acting Legal Adviser

Annexe II:Ordre du jour de la Réunion Interne

SOUTH PACIFIC FORUM FISHERIES AGENCY

**THIRD CONSULTATION ON ARRANGEMENTS FOR
SOUTH PACIFIC ALBACORE FISHERIES MANAGEMENT**

INTERNAL MEETING

Noumea, New Caledonia
15-20 October 1990

AGENDA

- a. Opening
- b. Selection of Chairman
- c. Apologies
- d. Meeting Arrangements
- e. Adoption of Agenda
- f. Record of Proceedings of Second Consultation
 - 1. Statements by Delegation
 - 2. Participation in Consultation
 - 3. Review of Recent Developments in South Pacific Albacore Fisheries
 - 4. Management of South Pacific Albacore Fisheries
 - 5. Strategies for Consultation with DWFNs and Taiwan
 - 6. Other Matters
 - Adoption of driftnet convention protocols
 - 7. Press Release
- g. Adoption of Record of Proceedings
- h. Close of Meeting

Annexe III:Ordre du jour de la Réunion Plénière

SOUTH PACIFIC FORUM FISHERIES AGENCY

THIRD CONSULTATION ON ARRANGEMENTS FOR
SOUTH PACIFIC ALBACORE FISHERIES MANAGEMENT

Noumea, New Caledonia
17-20 October 1990

AGENDA

- a. Opening
- b. Selection of Chairman
- c. Apologies
- d. Meeting Arrangements
- e. Adoption of Agenda
- f. Record of Proceedings of Second Consultation
 - 1. Statements by Delegation
 - 2. Review of Recent Developments in South Pacific Albacore Fisheries
 - 3. Management of South Pacific Albacore Fisheries
 - 4. Other Matters
 - 5. Further Initiatives
 - 6. Press Release
- g. Adoption of Record of Proceedings.
- h. Close of Meeting

CAM 1K
ICAH/ATTACHMENT I

SOUTH PACIFIC FORUM FISHERIES AGENCY

THIRD CONSULTATION ON ARRANGEMENTS FOR
SOUTH PACIFIC ALBACORE FISHERIES MANAGEMENT

Internal Meeting

Noumea, New Caledonia
15 - 20 October 1990

A POSSIBLE DRAFT ARRANGEMENT RELATING TO THE
MANAGEMENT OF SOUTH PACIFIC ALBACORE TUNA

The Participants:

ACKNOWLEDGING the sovereign rights of coastal States over the living resources of their exclusive economic and fisheries zones and their right to explore and exploit, conserve and manage those resources;

MINDFUL OF the responsibilities of coastal States and fishing States to cooperate in ensuring the conservation and promoting the objective of optimum utilisation of the living marine resource of the high seas;

RECOGNISING the special interest coastal States have in the conservation of high seas living marine resources also found in their exclusive economic zones and fisheries zones;

REAFFIRMING the obligation of fishing States to provide full and verifiable data on their fishing operations;

CONSIDERING the strong dependence of the countries of the South Pacific on fisheries resources and the continued abundance of these resources;

BEING FIRMLY COMMITTED to the permanent cessation of pelagic driftnet fishing in the South Pacific; and

ACCEPTING the right of all South Pacific coastal States and Territories to participate in this Arrangement;

HAVE REACHED THE FOLLOWING UNDERSTANDINGS:

DEFINITIONS

"Fisheries Management Area" means all waters between the Equator and 50° South and between 140° East and 90° West excluding territorial seas and archipelagic waters. The Fisheries Management Area may be subject to review in future depending on changes

in the fisheries or as new information becomes available relating to the distribution of the stock.

"Participants" means:

- (a) all South Pacific coastal States or Territories listed in Annex 1; and
- (b) those distant water fishing nations with active interests in South Pacific albacore tuna;

which are party to this Arrangement.

"Pacific Island Participant" means all South Pacific coastal States and Territories, listed in Annex 1.

SCOPE OF THE REGIME

1. The understandings found in this document will apply to albacore tuna (*Thunnus alalunga*), wherever it may occur in the Fisheries Management Area, and which will hereinafter be referred to as South Pacific albacore tuna.
2. The Participants in this Arrangement recognise the right of Pacific Island Participants to enter into fisheries access agreements for access to their EEZs and fisheries zones.
3. Participants undertake not to conduct pelagic driftnet fishing in the area covered by the Convention for the Prohibition of Fishing with Long Driftnets in the South Pacific, 1989.

MANAGEMENT MEETINGS

4. The Participants in this Arrangement undertake to meet in the South Pacific region at least once a year (hereinafter called the "Management Meeting") for the purpose of reviewing the current status of South Pacific albacore tuna and to establish measures for their conservation and management.
5. The Management Meeting will have the following functions:
 - (a) to consider advice from the Scientific Advisory Group on Albacore hereinafter referred to as "SAGA";
 - (b) to consider management measures, taking into account the advice of the SAGA, including, but not limited to:
 - (i) the establishment of an annual catch for South Pacific albacore tuna in the Fisheries Management Area;
 - (ii) the establishment of an annual catch for South Pacific albacore tuna for high seas areas in the Fisheries Management Area;

Annexe IV: Proposition d'Accord des PTIO (page 2)

- (iii) the allocation to each participant in the Management Meeting which fishes for South Pacific albacore tuna on the high seas within the Fisheries Management Area of a portion of the annual catch established under sub-paragraph (ii);
 - (iv) the regulation of fishing effort, including the number of vessels by fishing gear type;
 - (v) the establishment of closed seasons and closed areas;
 - (c) the implementation of a system of observation and inspection in accordance with Annex 2;
 - (d) the development of surveillance and enforcement procedures consistent with the Treaty on Cooperation in Fisheries Surveillance and Enforcement in the Pacific Islands Region and any Subsidiary Agreements thereto;
 - (e) the referral of matters for consideration by SAGA;
 - (f) the adoption of a work programme and budget for the management of South Pacific albacore tuna; and
 - (g) the determination of the level of contributions by Participants.
6. Any allocation under sub-paragraph 5 (b) (iii) above will take into account the special interests of coastal States in the conservation and optimum utilisation of South Pacific albacore tuna including the needs of developing South Pacific coastal States.
7. The South Pacific Forum Fisheries Agency will make arrangements for meetings and provide services, including normal secretariat services.
8. Each Participant will ensure that its nationals and fishing vessels comply with any management measures adopted by the Management Meeting.

DECISIONS OF THE MEETINGS

9. The Management Meeting may adopt management measures by a majority of Participants, which majority will include a two-thirds majority of Pacific Island Participants.

SCIENTIFIC ADVISORY GROUP ON ALBACORE (SAGA)

10. Scientists of the Participants will meet in the South Pacific region at least once a year, prior to the Management Meeting, in the SAGA to:
- (a) plan, coordinate and support scientific investigations into the status of the South Pacific albacore tuna stock and its biology and ecology;
 - (b) collect, analyse and evaluate all information and data relevant to the conservation

- and management of the South Pacific albacore tuna;
 - (c) consider any matter referred to it under paragraph 5 (c); and
 - (d) report to the Management Meeting on the results of investigations, the status of the stock and make recommendations on appropriate management options.
11. Each Participant will have the right to appoint a member of the SAGA. The SAGA may invite the contribution of others with relevant scientific interests.
12. The SAGA will elect a chairperson for a term of two years.
13. The South Pacific Commission will make arrangements for meetings of the SAGA and provide services, including normal secretariat services.
14. Participants undertake to:
- (a) collect fisheries data relevant to the Fisheries Management Area as described in Annex 3:
 - (i) for fisheries taking albacore in their EEZs;
 - (ii) for albacore catching operations by their vessels whether within their EEZs or on the high seas;
- and convey expeditiously these data to SAGA or SPC on its behalf; and
- (b) convey to SAGA or to SPC on its behalf, any biological and environmental data relevant to the Fisheries Management Area as described in Annex 3 that they have collected in support of SAGA activities.

15. Recommendations of the SAGA will be included in a written report to the Management Meeting.

DISPUTE SETTLEMENT

16. Any dispute between two or more of the Participants concerning the interpretation or application of management measures may be submitted by either or any Participant to arbitration. The parties to the dispute will decide on the arbitration procedures by mutual consent.

AMENDMENT

17. Amendments to this Arrangement may be made by unanimous consent of the Participants.

EFFECTIVE DATE

18. This Arrangement will come into effect on signature, and will continue in operation until terminated by mutual consent of the Participants.

Annexe IV: Proposition d'Accord des PTO (page 3)

Annex 2

OBSERVATION AND INSPECTION ON THE HIGH SEAS

The following arrangements relate to the placement of observers on, and reporting and inspection procedures for, vessels which fish for South Pacific albacore in areas of high seas within the Fisheries Management Area. It is envisaged that these arrangements will be administered by a central authority. These requirements will be additional to arrangements for vessels fishing within exclusive economic or fisheries zones, including those entered into under bilateral fisheries arrangements.

1. Observers:

- (a) The operator and each member of the crew of a vessel shall allow and assist any person identified as an authorized observer to:
 - (i) board the vessel for scientific, compliance, monitoring and other functions;
 - (ii) embark at a place and a time agreed to;
 - (iii) have full access to and use of all facilities and equipment on board which the observer may determine is necessary to carry out his or her duties, including:
 - full access to the bridge, fish on board and areas which may be used to hold, process, weigh and store fish;
 - remove samples;
 - full access to the vessel's records, including its logs and documentation for the purpose of records inspection and copying;
 - reasonable access to navigation equipment, charts and radios;
 - ability to communicate regularly to the central authority;
 - other information relating to fishing;
 - (iv) disembark at an agreed place and time; and
 - (v) carry out all duties safely.
- (b) The operator or any crew member of the vessel shall not assault, obstruct, resist, delay, refuse boarding to, intimidate or interfere with an observer with the performance with his or her duties.
- (c) The operator shall provide the observer, while on board the vessel, at no expense to the central authority, with officer level accommodation, food and medical facilities.

Annex 1

List of Pacific Island Participants

American Samoa
 Australia
 Cook Islands
 Federated States Of Micronesia
 Fiji
 [Guam]
 Kiribati
 Marshall Islands
 Nauru
 New Zealand
 Niue
 [Northern Marianas]
 Nouvelle Caledonie (France)
 Palau
 Papua New Guinea
 Pitcairn Islands
 Polynesie Francaise (France)
 Solomon Islands
 Tokelau
 Tonga
 Tuvalu
 Vanuatu
 Wallis et Futuna (France)
 Western Samoa

Annexe IV: Proposition d'Accord des PTIO (page 4)

(d) Fishing nations shall meet all costs of observers including:

- (i) Full travel costs to and from vessels;
- (ii) salary; and
- (iii) full insurance coverage for the observer.

The extent of observer coverage will need to be considered.

2. Compliance and Monitoring:

a) Electronic position monitoring and data transfer technology:

The operator shall ensure that an appropriate electronic position monitoring and data transfer device is installed and maintained in good working order on the vessel.

b) Maintenance and submission of catch logs:

(i) The operator shall duly complete in the English language, daily reports on the prescribed forms of all catch and operational information in the high seas of the fisheries management area and shall certify that such information is true complete and accurate.

(ii) provide to a designated authority on the prescribed forms:

- a preliminary report within 14 days of the completion of a trip; and,
- a final report within 45 days of the completion of a trip.

c) Vessel reporting requirements:

The operator of a fishing vessel shall provide to the central authority information relating to the position of, and catch on board, the vessel in the prescribed format each Wednesday and within a specified time prior to entry into and departure from areas of high seas within the Fisheries Management Area.

d) Inspection:

All fishing vessels will be subject to pre- and post-trip inspections. Any vessel not having had a pre-trip inspection will be deemed to have no albacore on board. These vessels will require a post-trip inspection and all albacore on board will be deemed to have been taken from the Fisheries Management Area.

Vessels may also be subject to random at-sea inspections.

e) Transhipment:

Vessels which are not licensed under any access agreement with a Pacific Island Party and fish entirely in areas of high seas within the Fisheries Management Area will be required to notify the central authority of any transhipment. These transhipments can

only be to a registered carrier vessel which may be required to have observers on board.

f) Registry:

All fishing vessels catching albacore are required to be listed on a register, and access to the Fisheries Management Area will be dependent on their continued good standing on that register.

Annex 3

Data Requirements

Fisheries Data

1. effort and catch by species including non-target species for longline and all surface fisheries in the South Pacific, stratified by 5 degree square and by month;
2. size composition of albacore for each gear type, stratified by 5 degrees latitude and 10 degrees longitude areas by month;
3. estimates of incidental mortality including dropout, discards, etc of albacore associated with all fisheries.

Biological Data

1. growth data
2. natural mortality rates
3. recruitment
4. seasonality of spawning
5. stock structure and migration
6. distribution in relation to oceanographic features.

Annexe V: Proposition de Convention du Japon (page 1)

ATTACHMENT N
THIRD CONSULTATION ON ARRANGEMENTS FOR SOUTH PACIFIC
ALBACORE FISHERIES MANAGEMENT
Internal Meeting

Proposal by Japan

International Convention for the Conservation, Management,
and Optimum Utilization of the South Pacific Albacore Stock
(DRAFT)

PREAMBLE

The Contracting Parties to this Convention,
Taking into account that the South Pacific albacore stock
highly migrates within and beyond the area, including the
territorial seas, where coastal states have jurisdiction
over fisheries in accordance with international law;
Desiring to cooperate in the conservation, management and
optimum utilization of the South Pacific albacore stock;
Have agreed as follows:

ARTICLE I
[Scope]

1. This Convention shall apply to the South Pacific albacore (*Thunnus alalunga*) stock.
2. The scope of this Convention may be enlarged to include other highly migratory species in accordance with the provisions of Article XV.

ARTICLE II
[Disclaimer]

Nothing in this Convention shall be considered as affecting the rights, claims or positions of any Contracting Party regarding the law of the sea.

ARTICLE III
[The Organization]

1. The Contracting Parties establish and maintain an international organization whose objective shall be to contribute through consultation and cooperation to the conservation, management and optimum utilization of the South Pacific albacore stock. This organization shall be known as "The Organization for Conservation, Management and Optimum Utilization of the South Pacific Albacore Stock", hereinafter referred to as "the Organization", and shall carry out the functions set forth in this Convention.
2. The Organization shall consist of:

1

- (a) a General Council
- (b) a Scientific Advisory Council
- (c) a Secretariat

3. The Organization shall have legal personality and shall enjoy in its relations with other international organizations and in the territories of the Contracting Parties such legal capacity as may be necessary to perform its functions.

4. The headquarters of the Organization shall be at [name of city], [name of the state], or at such other place as may be decided by the General Council.

ARTICLE IV
[General Council]

1. The General Council shall consist of all Contracting Parties, and each Contracting Party shall appoint to the General Council not more than three representatives who may be accompanied at any of its meetings by alternates, experts and advisers.
2. The General Council shall hold an annual meeting. Other meetings shall also be held, at any time at the request of one Contracting Party provided that such request is supported by at least two other Contracting Parties, and as otherwise provided in this Convention.
3. Each Contracting Party shall have one vote in proceedings of the General Council.
4. Except as may be otherwise provided in this Convention, any proposal, recommendation and decision on substantive matters, which include matters related to (2) of Article V, shall be made by a unanimous vote of the Contracting Parties present at the meeting of the General Council.
5. Decisions on procedural matters, which include matters related to (3) of Article V, shall be made by a majority of the votes of the Contracting Parties present at the meeting of the General Council.
6. For the purposes of paragraphs 4 and 5 above, matters which are not clearly identified as substantive or procedural shall be regarded as substantive.
7. The rules of procedures for the conduct of the meeting of the General Council and such other internal administrative regulations as may be necessary to carry out its functions, which shall be consistent with the provisions of this Convention, may be adopted, and amended as occasion may require, by a majority of the votes of the Contracting Parties present at the meeting of the General Council.

2

Annexe V: Proposition de Convention du Japon (page 2)

8. More than two thirds of the Contracting Parties shall constitute a quorum of the General Council.

9. The General Council shall elect a Chairman and a Vice-Chairman from among the representatives of Contracting Parties, each of whom shall serve for a term of two years and shall be eligible for re-election but shall not serve for more than four years in succession.

ARTICLE V [Functions of the General Council]

The functions of the General Council shall be:

- (1) to request and consider advice of the Scientific Advisory Council;
- (2) to adopt, as necessary, appropriate regulatory measures, taking into account advice from the Scientific Advisory Council. These measures might include total catch limits, catch allocations, closed seasons, closed areas, fishing effort limits, and size limits for the conservation, management and optimum utilization of the stock;
- (3) to adopt an annual budget for the Organization;
- (4) to notify through the Secretariat all Contracting Parties of measures adopted by the General Council;
- (5) to exercise such other authority as is conferred upon it by this Convention.

ARTICLE VI [The Regulatory Measures Adopted by the General Council]

1. The regulatory measures adopted by the General Council set forth in (2) of Article V shall become binding upon the Contracting Parties subject to the conditions provided for in this Article.

2. If a Contracting Party, within sixty days following the notification specified in (4) of Article V, notifies the General Council through the Secretariat that it is unable to accept a measure, in whole or in part, the measure shall not, to the extent notified, be binding upon that Contracting Party.

3. In the event that any Contracting Party invokes the procedure set forth in paragraph 2 above, a special meeting of the General Council shall be convened within [] days at the request of any Contracting Party to review the measure. At the time of such meeting and within [] days following the meeting, any Contracting Party shall have the right to declare that it is no longer able to accept the measure, in which case such Contracting Party shall not be bound by such measure.

4. Any Contracting Party which has presented an objection to

3

a measure may at any time withdraw its objection and shall then give effect to the measure within sixty days after the notice of withdrawal to the General Council through the Secretariat.

5. The General Council shall notify through the Secretariat all the Contracting Parties of each withdrawal of an objection and subsequent entry into force of any measures immediately upon the receipt thereof.

ARTICLE VII [Scientific Advisory Council]

1. The objective of the Scientific Advisory Council shall be to provide the best available scientific advice to the General Council for the management of the South Pacific albacore stock, including advice regarding the status, biology, and all fisheries of the stock.

2. The Scientific Advisory Council shall be open to national representatives of relevant scientific competence nominated by the respective Contracting Parties. Others with relevant scientific expertise in the South Pacific albacore may be invited by the Scientific Advisory Council to participate as required.

3. The Scientific Advisory Council shall meet on a regular basis, immediately before the annual meeting of the General Council, and as necessary.

4. The rules of procedures for the conduct of the meeting of the Scientific Advisory Council and such other internal administrative regulations as may be necessary to carry out its functions, which shall be consistent with those of the General Council as well as the provisions of this Convention, may be adopted, and amended as occasion may require, by consensus of the members of the Scientific Advisory Council.

5. The Scientific Advisory Council shall elect a Chairman and a Vice-Chairman from among the members of the Council, each of whom shall serve for a term of two years and shall be eligible for re-election but shall not serve for more than four years in succession.

6. Scientific advice to be provided by the Scientific Advisory Council pursuant to this Convention shall be made by consensus. Where consensus cannot be achieved, the Scientific Advisory Council shall set out in its report all views advanced on the matter under its consideration.

ARTICLE VIII [Functions of the Scientific Advisory Council]

4

Annexe V: Proposition de Convention du Japon (page 3)

The functions of the Scientific Advisory Council shall be:

- (1) to plan, coordinate, and support, where appropriate, scientific investigations;
- (2) to collect, analyze, and evaluate all relevant information and data;
- (3) to establish criteria for collection, analysis, and evaluation of all relevant information and data;
- (4) to report on the results of investigations, where appropriate, and on the status, biology, and all fisheries of the stock to the General Council;
- (5) to provide scientific advice to the General Council, as requested by the General Council.

ARTICLE IX
[Secretariat]

1. The Secretariat shall provide services to the General Council and Scientific Advisory Council in the exercise of their functions.
2. The chief administrative officer of the Secretariat shall be the Executive Secretary, who shall be appointed by the General Council according to such procedures and on such terms as it may determine.
3. The staff of the Secretariat shall be appointed by the Executive Secretary in accordance with such rules and procedures as may be adopted by the General Council.
4. The Executive Secretary shall, subject to the general supervision of the General Council, have full power and authority over staff of the Secretariat, and shall perform such other functions as the General Council shall prescribe.

ARTICLE X
[Functions of the Secretariat]

The functions of the Secretariat shall be:

- (1) to serve meetings of the General Council;
- (2) to serve meetings of the Scientific Advisory Council;
- (3) to collect and disseminate relevant data, as requested by either Council;
- (4) to perform such other administrative functions as are provided for in this Convention and as may be required by the General Council.

ARTICLE XI
[Budget]

1. The General Council shall adopt an annual budget of the Organization.

2. The amount of the obligatory annual contribution of each Contracting Party shall be determined by the General Council on the following basis:
 portion equal among the Contracting Parties;
 portion in proportion to catches of the respective Contracting Parties.

3. The Organization may accept contributions, other than provided for in paragraph 2 of this Article, for the exercise of its work.

4. Any Contracting Party that has not paid its obligatory contribution for two consecutive years shall not enjoy the right to vote in the General Council until it has fulfilled its obligations, unless the General Council decides otherwise.

5. The General Council shall adopt, and amend as occasion may require, financial regulations of the Organization by a majority of the votes.

ARTICLE XII
[Cooperation with other Organizations]

1. The Organization shall collaborate with other inter-governmental organizations which have related objectives, and shall avoid duplication of work as much as possible.
2. The Organization may enter into agreements with such inter-governmental organization for the purpose mentioned in paragraph 1 above.

ARTICLE XIII
[Encouragement of Accession of Non-Contracting Parties]

1. With a view to furthering the objective of this Convention, the Contracting Parties shall cooperate with each other to encourage non-Contracting Parties, whose nationals or fishing vessels harvest the South Pacific albacore stock, to accede to this Convention.
2. Any non-Contracting Party, whose nationals or fishing vessels harvest the South Pacific albacore stock, may attend the meetings of the Organization as observer.
3. Any other non-Contracting Party or any inter-governmental organization may attend the meetings of the Organization as observer if such attendance is approved by a majority of the votes of the Contracting Parties present at the meeting of the General Council.

Annexe V Proposition de Convention du Japon (page 4)

ARTICLE XIV
[Dispute Settlement]

If any dispute arises between two or more of the Contracting Parties concerning the interpretation or application of this Convention, those Contracting Parties shall consult between themselves with a view to having the dispute resolved by negotiation, enquiry, mediation, conciliation, arbitration, judicial settlement or other peaceful means of their own choice.

ARTICLE XV
[Amendments]

1. Any Contracting Party may propose amendments to this Convention to be considered and acted upon by the General Council at its annual or special meeting. Any such proposed amendment shall be sent to the Executive Secretary at least ninety days prior to the meeting at which it is proposed to be acted upon, and the Executive Secretary shall immediately transmit the proposal to all Contracting Parties.
2. The adoption of an amendment to this Convention by this General Council shall require a three-fourths majority of the votes of all Contracting Parties present at the meeting. The text of any amendments so adopted shall be notified by the Depositary to all Contracting Parties.
3. An amendment shall take effect for all Contracting Parties one hundred and twenty days following the date of the notification by the Depositary of the receipt of written notification of approval by three-fourths of all Contracting Parties unless any other Contracting Party notifies the Depositary that it objects to the amendment within ninety days of the date of the notification by the Depositary of such receipt, in which case the amendment shall not take effect for any Contracting Party. Any Contracting Party which has objected to an amendment may at any time withdraw that objection. If all objections to an amendment are withdrawn, the amendment shall take effect for all Contracting Parties one hundred and twenty days following the date of the notification by the Depositary of the receipt of the last withdrawal.
4. Any Party which becomes a Contracting Party to this Convention after an amendment has been adopted in accordance with the provisions of paragraph 2 above shall be deemed to have approved the said amendment.
5. The Depositary shall promptly notify all Contracting Parties of the receipt of notifications of approval of amendments, the receipt of notifications of objection or

withdrawal of objection, and the entry into force of amendments.

ARTICLE XVI
[Signature, Ratification, Acceptance, Approval, Depositary, Entry into Force, Accession]

1. This Convention shall be open for signature at [place] until [date] [month] [year], by all coastal states* and all states* whose nationals or fishing vessels harvest the South Pacific albacore stock.
2. This Convention shall be subject to ratification, acceptance or approval by the Signatories and the instruments of ratification, acceptance or approval shall be deposited with the Government of [name of the state], referred to in this Convention as "the Depositary".
3. This Convention shall enter into force upon the first day of January following the deposit of at least [number] instruments of ratification, acceptance, approval, or accession.
4. Any party which is a coastal state* or a state* whose nationals or fishing vessels harvest the South Pacific albacore stock, and which has not signed this Convention, may accede thereto by a written notification to the Depositary. Accessions received by the Depositary prior to the date of the entry into force of this Convention shall become effective on the date this Convention enters into force. Any ratification, acceptance, approval or accession received by the Depositary after the date of entry into force of this Convention shall become effective on the date of the receipt by the Depositary.
5. The Depositary shall inform all Signatories and all Contracting Parties of all ratifications, acceptances or approvals and accessions deposited.
6. The Depositary shall convene the first meetings of the General Council and the Scientific Advisory Council respectively to be held not more than six months after the entry into force of this Convention, and shall communicate the provisional agenda to each Contracting Party not less than one month before the date of the meeting.

ARTICLE XVII
[Withdrawal]

1. Any Contracting Party may withdraw from this Convention on 31 December of any year by giving notice on or before the preceding 30 June to the Depositary, which shall communicate copies of such notice to other Contracting Parties.

2. Any other Contracting Party may thereupon withdraw from this Convention on the same 31 December by giving notice to the Depositary within one month of the receipt of a copy of a notice of the withdrawal given in accordance with the provisions of paragraph 1 above.

ARTICLE XVIII
[Certified Copies and Registration]

1. The original of this Convention shall be deposited with the Depositary, which shall communicate certified copies thereof to all Signatories and to all Contracting Parties.
2. The Depositary shall register this Convention with the Secretariat of the United Nations.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, being duly authorized thereto, have signed this Convention.

DONE at [place], this [date]th day of [month], [year], in a single original, in the English language.

* Addition of explanatory provisions to be considered in order to address the issue of entities which can sign this Convention and assume the rights and obligations under the Convention.

Annexe VI:Déclaration finale des PTIO

**THIRD CONSULTATION ON ARRANGEMENTS FOR SOUTH PACIFIC ALBACORE
FISHERIES MANAGEMENT**

Noumea, New Caledonia
17-20 October 1990

CLOSING STATEMENT BY PACIFIC DELEGATIONS

On behalf of Pacific Delegations, I would like to present our closing statement to the Third Consultations. In general I am pleased that our discussions have clarified our respective positions on a number of points. Now it is necessary for us to go back to our countries and reflect on the proceeding so far. There are clearly some areas on which our positions are widely divergent and we will need to think carefully on these issues. These include:

- the driftnet fishing issue
- a fair balance between the rights of coastal States and distant water fishing nations
- decision-making procedures
- the scope and membership of the Management Arrangement
- the functions of the management body
- the use of existing regional institutions
- a high seas observation and inspection scheme
- the dispute settlement mechanism
- the legal form of the Arrangement

2. While the differences appear great, there are a few points on which we may have made some progress and on which there may be some general agreement:

- all South Pacific coastal States and Territories have a legitimate interest in participating in the Management Arrangement
- all those involved in fishing for South Pacific albacore have a legitimate interest in participating in the Management Arrangement.
- existing regional organisations have a role to play in the Management Arrangement.
- all participants in the Management Arrangement should provide relevant scientific data in a timely fashion
- the principle of flag state responsibility is an important consideration in the Management Arrangement.

3. Let us go now and reflect on our deliberations so that our next meeting can address some of the more difficult issues.